

VILLE
DE
BAUME - LES - DAMES



DOUBS

DÉPARTEMENT DU DOUBS
Canton de Baume les Dames
Arrondissement de Besançon

COMMUNE DE BAUME LES
DAMES

(N°INSEE : 25047)

Nombre de membres

- En exercice : 29
- Présents : 17
- Votants : 26
- Ayant donné procuration : 9
- Absents : 3

Date de convocation

05/07/2023

Date d'affichage

18/07/2023

**Extrait du registre des Délibérations du Conseil Municipal
Séance du 11 juillet 2023**

L'an DEUX MILLE VINGT TROIS, le ONZE JUILLET, à vingt heures, le Conseil Municipal de la Commune de BAUME LES DAMES s'est réuni à la Salle du Conseil Municipal après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Arnaud MARTHEY, Maire, pour la session ordinaire du mois de JUILLET.

Etaient présents (17) :

Arnaud MARTHEY, Marie-Christine DURAI, Francine COUDON, Christian BASSENNE, Sylviane MARBOEUF, Colette ROMANENS, Annie GIRARDAT, Jean-Claude MAURICE, Jean-Claude ALAMPI, Jean-Marc VUILLEMIN, Dominique MISCHI, Christelle LAMBERT, Sébastien FERNIOT, Thomas VIGREUX, Maud BEAUQUIER, Soazig BONFILS, Florian CORDIER.

Procurations données (9) :

Gérard GLEIZE donne pouvoir à Christian BASSENNE
Julien BOILLLOT donne pouvoir à Arnaud MARTHEY
Laure THIEBAUT donne pouvoir à Maud BEAUQUIER
Emmanuelle WISSANG-GIRARD donne pouvoir à Thomas VIGREUX
Frédéric SERGENT donne pouvoir à Jean-Marc VUILLEMIN
Sandra BOUHESANE donne pouvoir à Sylviane MARBOEUF
Emilie GOGAND donne pouvoir à Marie-Christine DURAI
Charline BARDEY donne pouvoir à Christelle LAMBERT
Camille LIARD donne pouvoir à Annie GIRARDAT

Absents (3) :

Bruno DEBRIE
Philippe RONDOT
Christian LANIER

Il a été procédé conformément à l'article L 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris dans le Conseil Municipal, Annie GIRARDAT, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

Délibération n° F01/2023

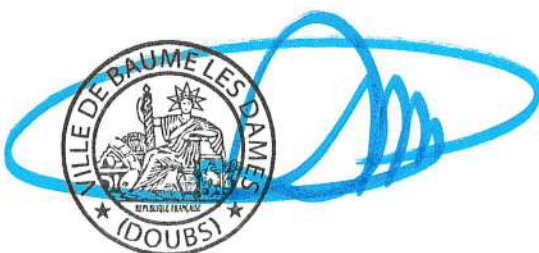
Objet : Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 1^{er} juin 2023

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 1^{er} juin 2023.

Vote du Conseil :

Pour : 26 Contre : 0 Abstentions : 0

Le Maire,
Arnaud MARTHEY



Envoyé en préfecture le 18/07/2023

Reçu en préfecture le 18/07/2023

Publié le



ID : 025-212500474-20230711-F01_2023-DE

PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 18 JUIN 2023

L'an DEUX MILLE VINGT TROIS, le PREMIER JUIN, à vingt et une heures, le Conseil Municipal de la Commune de BAUME LES DAMES s'est réuni à la Salle du Conseil Municipal après convocation légale, sous la présidence de Monsieur Arnaud MARTHEY, Maire, pour la session ordinaire du mois de JUIN.

Etaient présents (18) :

Arnaud MARTHEY, Marie-Christine DURAI, Gérard GLEIZE, Francine COUDON, Christian BASSENNE, Sylviane MARBOEUF, Julien BOILLOT, Annie GIRARDAT, Jean-Claude ALAMPI, Jean-Marc VUILLEMIN, Dominique MISCHI, Laure THIEBAUT, Sébastien FERNIOT, Christian LANIER, Thomas VIGREUX, Maud BEAUQUIER, Florian CORDIER, Camille LIARD.

Procurations données (5) :

Colette ROMANENS donne pouvoir à Annie GIRARDAT
Frédéric SERGENT donne pouvoir à Sébastien FERNIOT
Sandra BOUHESSANE donne pouvoir à Sylviane MARBOEUF
Emilie GOGAND donne pouvoir à Marie-Christine DURAI
Soazig BONFILS donne pouvoir à Arnaud MARTHEY

Absents (6) :

Jean-Claude MAURICE
Bruno DEBRIE
Philippe RONDOT
Emmanuelle WISSANG-GIRARD
Christelle LAMBERT
Charline BARDEY

Il a été procédé conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris dans le Conseil Municipal. Madame Annie GIRARDAT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées. Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

AFFAIRES GENERALES**E01-2023 Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 4 mai 2023**

Il est demandé au Conseil Municipal d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 4 mai 2023.

Vote du Conseil :

Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0

FINANCES**E02-2023 Budget GENERAL – Modification des crédits de paiement de l'APCP-02 Maison des Sports**

Par délibération C08/2023 du 28/03/2023, le Conseil Municipal a décidé de gérer le projet d'investissement de la Maison des Sports en Autorisation de Programme et Crédits de Paiement. La création de l'APCP est intervenue après l'ouverture de crédits à l'opération 632-20 Equipements Sport sur laquelle un montant de 101 256 € est en crédits de reports au BP 2023. Il est donc proposé de supprimer les crédits à l'opération 632-20 et de les transférer en crédits de paiement 2023 sur l'APCP-02 Maison des Sports opération 658. Les crédits de paiement seront donc répartis de la manière suivante et une décision modificative sera proposée dans ce sens :

N° AP	Budget/N° d'opération/Libellé	Montant de l'AP € TTC	Crédits de Paiement (CP) € TTC		
			2023	2024	2025
APCP-02	Budget GENERAL				
	Opération N°658				
	Maison des Sports				
TOTAL AP/CP		1 062 000.00	301 256.00	500 000.00	260 744.00
			1 062 000.00		

Vote du Conseil :

Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0

E03-2023 Budget GENERAL – Décision Modificative 1**FONCTIONNEMENT :**

Il est proposé d'inscrire 5 000 € au chapitre 67 afin de pouvoir rembourser le trop-perçu (4191.79€) relatif à la convention ORT qui est arrivée à terme au 31/12/2022.

En conséquence, le suréquilibre BP 2023 passera de 753 139.02 € à 748 139.02 €.

INVESTISSEMENT

Il est proposé :

- L'inscription de 27 000 € supplémentaire à l'opération 631 pour l'acquisition d'une balayeuse et d'un tracteur et une diminution des crédits à l'opération 656 pour le même montant.
- L'inscription de 40 000 € supplémentaire à l'opération 651 pour des compléments de travaux sur l'opération d'aménagement de Mi cour et une diminution des crédits à l'opération 662 pour le même montant.

- Le transfert de 101 256 € de l'opération 632 à l'opération 658 crédits de paiement modification de l'AP/CP.

- Chapitre 041 Dépense/Recette : Le marché de travaux relatif à l'aménagement sécuritaire de Mi cour prévoyait une avance (5% du montant du marché) qui a été acceptée par l'entreprise et payée. Les crédits sont nécessaires en dépense et en recette afin d'intégrer l'avance au compte d'immobilisation en cours.

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
chap 67 Charges spécifiques			
673 titres annulés (sur exercice antérieurs)	5 000.00		
dépenses	5 000.00	recettes	0.00
		solde R-D	-5 000.00
		Sur équilibre BP 2023	753 139.02
		Sur équilibre après DM1	748 139.02

INVESTISSEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
op 631 Matériel STC	27 000.00		
op 632 - Equipements sport	-101 256.00		
op 658 Maison des sports crédits de paiement APCP-02	101 256.00		
op 656 Batiment Centre Technique	-27 000.00		
op 651 - Aménagement sécuritaire Mi Cour	40 000.00		
op 662 - Travaux de voirie	-40 000.00		
chap 041 cpte 2315/op 651 Aménagt sécuritaire Mi Cour	35 000.00	chap 041 cpte 238/op 651 Aménagt sécuritaire Mi Cour	35 000.00
dépenses	35 000.00	recettes	35 000.00
		Solde R-D	0.00

Vote du Conseil :

Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0

E04-2023 Budget GENERAL – Fixation des durées d'amortissement des immobilisations

Conformément aux dispositions de l'article R2321-1 du CGCT et à la délibération C06/2023 du 28 mars 2023, les durées d'amortissement des immobilisations ont été fixées. Il est rappelé que l'amortissement est calculé pour chaque catégorie d'immobilisations au prorata temporis et que la méthode utilisée est la méthode linéaire.

Catégorie de bien	Durée d'amortissement
BIENS DE FAIBLE VALEUR - INFÉRIEURE À 500 EUROS	1 an
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES :	
Documents d'urbanisme (article 202)	5 ans
Frais d'études non suivis de réalisation (article 2031)	5 ans
Subventions d'équipement versées (articles 204)	
- Sur biens mobiliers, matériel et études	5 ans
- Sur biens immobiliers ou installations	15 ans
- Sur biens immobiliers (suite à cession à l'€ symbolique)	30 ans
Concessions et droits similaires, licences, logiciels etc (article 205)	3 ans
IMMOBILISATIONS CORPORELLES :	
Installations, matériels et outillage techniques (215) :	
Réseaux divers Autres réseaux (exple Eaux pluviales) (21538)	40 ans
Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile (21568)	10 ans
Matériel et outillage technique :	
- Matériel roulant (article 215731) matériel d'occasion	8 ans
- Matériel roulant (article 215731) matériels neufs	15 ans
- Autre matériel et outillage de voirie (article 215738)	10 ans
- Autre matériel technique (article 21578)	10 ans
Autres installations, matériel et outillage techniques (article 2158)	5 ans
Autres immobilisations corporelles (218) :	
Installations générales, agencements et aménagements divers (2181)	15 ans
Matériel de transport (article 2182)	
- Autres matériels de transport (Véhicules neufs)	8 ans
- Autres matériels de transport (Véhicules d'occasion)	5 ans
Matériel informatique (article 21838)	3 ans
Matériel de bureau et Mobilier (21848)	10 ans
Matériel de téléphonie (2185)	3 ans
Autres (article 2188)	5 ans

Dans le cadre d'une cession à l'Euro symbolique d'un bien immobilier, la durée d'amortissement en nature imputée au compte 2044 sera de 30 ans et selon l'article R2321-1 du CGCT, l'amortissement de la subvention constatée au moment du transfert à titre gratuit sera neutralisé chaque année jusqu'à l'amortissement total.

Il est proposé d'ajouter une catégorie de bien et sa durée d'amortissement (en rouge) selon tableau ci-dessus.

Vote du Conseil :

Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0

E05-2023 Budget EAU – Décision Modificative 1

FONCTIONNEMENT :

Il est proposé :

- L'inscription de 7 800 € :

- o au chapitre 011 pour la location d'un groupe électrogène à la suite du sinistre sur la station de pompage de sous Buen
- o au chapitre 70 pour le remboursement des frais suite au sinistre

- L'inscription de 6 500 € au chapitre 66 à la suite de l'augmentation des taux d'intérêt et notamment des taux d'intérêt indexés sur le taux du livret A

En conséquence, le suréquilibre BP 2023 passera de 8 400 € à 1 900 €.

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
chap 011 Charges à caractère général		chap 70 Ventes de produits, prestations de services	
cpté 6135 locations mobilières	7 800.00	cpté 70878 Rembt frais par des tiers	7 800.00
chap 66 Charges financières	6 500.00		
dépenses	14 300.00	recettes	7 800.00
		solde R-D	-6 500.00
		Sur équilibre BP 2023	8 400.00
		Sur équilibre après DM1	1 900.00

Vote du Conseil :

Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0

COMMANDE PUBLIQUE

E06-2023 Tarifs cinéma

Le Conseil Municipal doit se prononcer sur l'introduction de nouveaux tarifs proposés par l'association Ciné Baume dans la grille tarifaire 2023.

Tarifs	
Plein tarif	6.00 €
Tarif moins de 14 ans	4.00 €
Abonnements enfants 5 entrées	18.00 €
Abonnements enfants 10 entrées	36.00 €
Tarif abonnés enfants	3.60 €
Abonnements adultes 5 entrées	27.00 €
Abonnements adultes 10 entrées	54.00 €
Tarif abonnés adultes	5.40 €

Tarifs	
Création de carte	2.00 €
Majoration 3D	2.00 €
Tarif bénévoles	2.00 €
Tarif carte avantages jeunes	5.00 €
CE, entreprises	5.10 €
Tarif scolaires primaires	2.20 €
Tarif scolaires collège et lycée	2.50 €
Tarif spécial évènement groupe secteur jeunes	3.00 €
AUTRES TARIFS	Des tarifs exceptionnels de 7€ à 20€ par tranche de 1€ seront appliqués en fonction des événements ou exigences de distributeurs (concerts, opéras, pièces de théâtre, retransmission sportive ...)

Il est proposé au Conseil Municipal de valider l'ensemble des tarifs du cinéma municipal pour 2023.

Madame Marie-Christine DURAI précise que cette modification concerne l'ajout

- spécial événement groupe secteur jeunes
- abonnés enfants
- carte avantages jeunes
- abonnés adultes

Monsieur le Maire ajoute que la concession de service public pour la gestion et l'exploitation se termine fin décembre 2023, et que les élus et les services travaillent déjà sur la nouvelle délégation pour 2024.

Monsieur Christian LANIER demande s'il est possible de louer le cinéma.

Monsieur le Maire lui confirme que c'est envisageable dans la délégation, avec une gratuité pour les événements culturels de la Ville notamment. Il est d'ailleurs prévu d'ajouter à la prochaine saison culturelle des soirées ciné-débats, des stand-up.. au cinéma.

Vote du Conseil :

Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0

E07-2023 Autorisation de signature marché de fourniture d'électricité

Une consultation concernant la fourniture et l'acheminement d'électricité pour l'alimentation des points de livraison de la commune de Baume les Dames a été réalisée selon une procédure d'appel d'offre ouvert.

La publicité a été faite sur la plateforme de dématérialisation achatpublic.com, sur les sites du BOAMP (Bulletin Officiel des Annonces de marchés Publics) et du JOUE (Journal Officiel de l'Union Européenne) et sur le site de la ville.

La date limite de retour des offres était fixée au jeudi 11 mai 2023 à 13h00. La durée du marché est de 18 mois à compter de la date de démarrage des prestations, soit le 1^{er} juillet 2023. La consultation concerne la totalité de nos points de livraison (PDL). Le nombre de PDL est de 79 (74 avec une puissance inférieure ou égale à 36 kVa et 5 avec une puissance supérieure à 36 kVa). Les critères de sélection sont le prix (80%) et la valeur technique (20%).

Après analyse, la commission d'appel d'offres du 11 mai 2023 a choisi de retenir la société TOTAL ENERGIES.

Il est proposé au Conseil municipal d'acter le choix de la commission d'appel d'offres et d'autoriser Monsieur le Maire à signer le marché et toutes les pièces à intervenir.

Monsieur Christian BASSENNE évoque la hausse considérable des tarifs pour 2023, et qui sera moins conséquente pour 2024. Il faudra également prendre en compte les périodes d'heures de pointe avec des tarifs très élevés.

Vote du Conseil :

Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0

E08-2023 Avenant n°1 relatif à la maîtrise d'œuvre pour la Maison des Sports (nouvelle répartition du groupement)

Par délibération en date du 18 octobre 2022, le conseil municipal a retenu le groupement La Fabrike (25000 Besançon) Mandataire / Balme Architecte / B2EC / CETEL / Bat ECO, pour une mission de maîtrise d'œuvre relative à la réhabilitation de la Maison des Sports, dont le coût estimé des travaux est de 800 000.00 € HT.

Le montant total des honoraires est de 79 500.00 € HT (marché de base 71 200.00 € HT + MC1 : 8 000.00 HT + MC2 : 300.00 HT). Le présent avenant a pour objet de modifier la répartition des tâches au sein du groupement.

Le bureau d'études CETEL se trouvant dans l'impossibilité d'assurer les prestations d'études structure qui lui reviennent, La Fabrike Architectes, mandataire du groupement conjoint, prend à sa charge cette compétence.

Les prestations d'études structure feront l'objet d'un acte de sous-traitance.

Les honoraires seront répartis de la manière suivante :

Eléments de mission	Montant HT	Cotraitant 1 La Fabrike	Cotraitant 2 Balme	Cotraitant 3 Bat eco	Cotraitant 4 B2EC
DIAG ESQ	5 696	3 096	1 200		500
APS	7 832	5 742		2 200	800
APD	12 104	6 764		2 800	2 600
PRO	14 240	7 530	1 000	3 500	2 600
ACT	3 560	1 692		1 100	800
EXE	4 272	1 872	1 500		800
DET	22 072	6 720	12 000		2 600
AOR	1 424	360	824		600
Total	71 200	33 776	16 524	9 600	11 300

Missions complémentaires	Montant HT	Cotraitant 1 La Fabrike	Cotraitant 2 Balme	Cotraitant 3 Bat eco	Cotraitant 4 B2EC
MC1 OPC	8000		8000		
MC2 Etude thermique	300				300

Le montant des honoraires est inchangé.

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces à intervenir.

Vote du Conseil :

Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0

Aménagement / urbanisme / cad**E09-2023 Plan de financement – places publiques du centre-ville**

La Ville porte une politique de revitalisation de territoire et plus particulièrement de son centre-ville. Dans ce contexte, la Ville souhaite porter un projet d'aménagement qualitatif des espaces publics du centre.

Plan de financement **Places de Gaulle et République (TO1)** avec dispositif **AMI Bourg-centre** :

DEPENSES	MONTANT HT PREVISIONNEL	RECETTES	MONTANT HT PREVISIONNEL
Travaux / Fouilles archéologiques ?	838 450 € +150 00€ fouilles ?	DETR-DSIL (30% total dépenses HT sauf fouilles)	251 535 €
		P@C 25 (18.44% total dépenses HT)	182 225 €
		Région/ AMI Bourg centre (33% dépenses totales HT, soit reliquat entier de l'enveloppe AMI BC)	327 000 €
		Fonds national pour l'archéologie préventive (20% des fouilles)	30 000 €
		Autofinancement (20%)	197 690 €
TOTAL	988 450 €	TOTAL	988 450 €

Plan de financement **Place de la Loi (TO1)** avec dispositif **C2R** :

DEPENSES	MONTANT HT PREVISIONNEL	RECETTES	MONTANT HT PREVISIONNEL
Travaux	211 550 €	DETR-DSIL (30% total dépenses HT)	81 870 €
		Région/ C2R (44% % total dépenses HT)	120 112 €
MOE	61 350 €	Banque des Territoires (sur MOE)	16 338 €
		Autofinancement (20%)	54 580 €
TOTAL	272 900 €	TOTAL	272 900 €

Plan de financement **Place de l'Abbaye (TF)** avec dispositif **C2R** :

DEPENSES	MONTANT HT PREVISIONNEL	RECETTES	MONTANT HT PREVISIONNEL
Travaux / Fouilles archéologiques (canalisations)	475 000€ de Travaux + 150 000€ de fouilles uniquement pour les canalisations	DETR-DSIL (30% total dépenses HT sauf fouilles)	142 500 €
		Région/ C2R (50% total dépenses HT)	343 175 €
		P@C 25 (4.86% total dépenses HT)	33 405 €
		Fonds national pour l'archéologie préventive (20% sur fouilles)	30 000 €
		Autofinancement (20%)	137 270 €
TOTAL	686 350 €	TOTAL	686 350 €

Monsieur le Maire tient à souligner la qualité des premiers travaux engagés par le Cabinet de maîtrise d'œuvre Au-delà du fleuve. Il précise également que l'étude historique réalisée sur la place de l'Abbaye est très complète, intéressante et reste à disposition des Elus qui souhaitent la consulter. Mis en valeur dans cette étude, il est envisagé dans les projets d'aménagement de la place de reproduire le cloître, sous forme de jardin.

Monsieur Dominique MISCHI demande si des places de stationnement sont prévues sur cette future place.

Monsieur le Maire lui explique qu'aujourd'hui la phase étude est lancée, les accès et parkings seront travaillés tout au long de la phase avant-projet.

Monsieur Jean-Claude ALAMPI demande si les travaux seront lancés cette année.

Monsieur le Maire confirme que la Place de l'Abbaye et la Place de la République font parties des projets du mandat, et seront réalisées en 2024 et 2025.

Monsieur Thomas VIGREUX indique que « la meilleure façon de sauvegarder les vestiges est de ne pas y toucher ». La plus grande interrogation aujourd'hui concerne les travaux des canalisations concernés par les fouilles archéologiques. Il s'agit désormais de bien anticiper les futurs aménagements.

Il est proposé au Conseil Municipal de valider ces plans de financement et d'authentifier Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires.

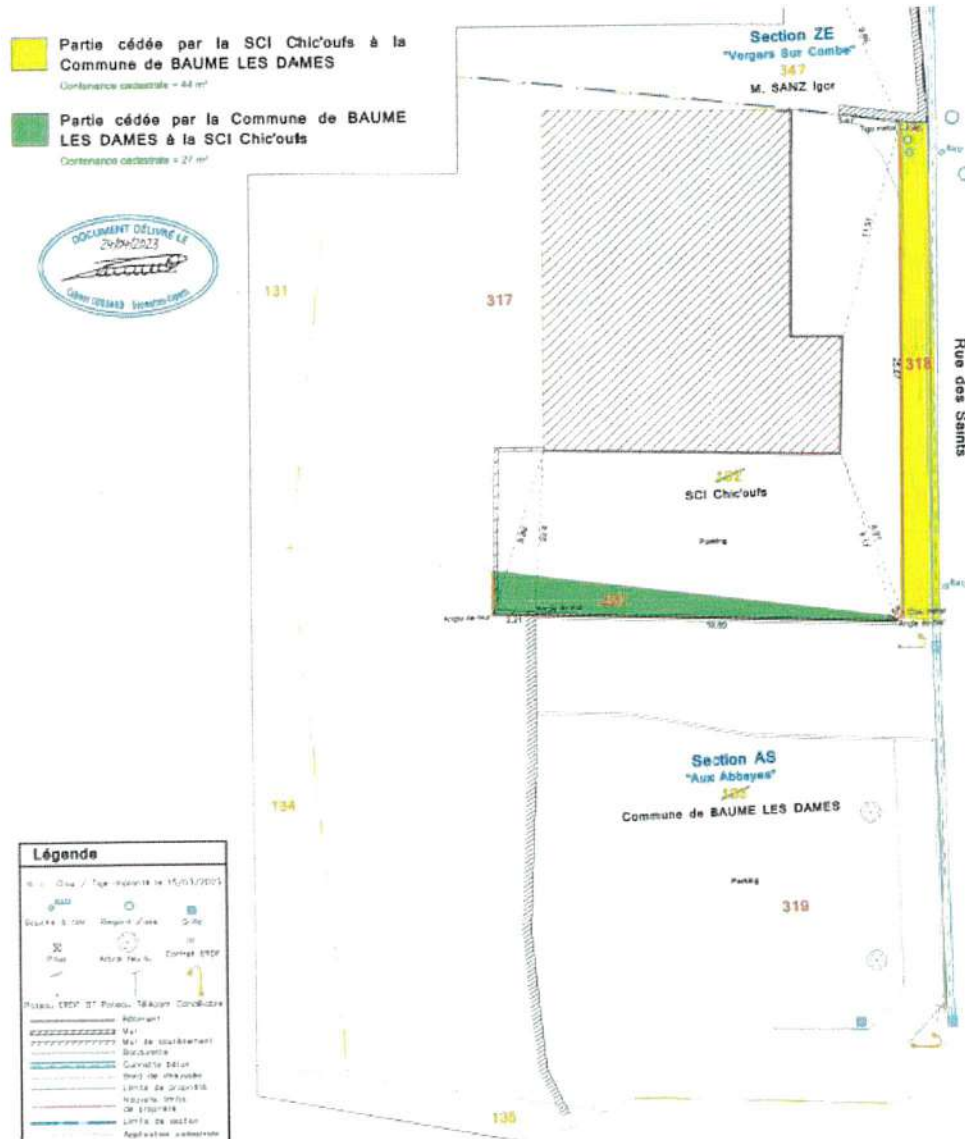
Vote du Conseil :

Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0

E10-2023 Echange parcelles avec la SCI Chic'oufs (marbrerie SANZ)

Afin de permettre le bon fonctionnement d'un établissement funéraire, représenté par la SCI CHIC'OUFS, et assurer la continuité du cheminement piéton, il est proposé de procéder à l'échange d'une bande de la parcelle cadastrée section AS n°133, appartenant à la Ville, et une portion de la parcelle cadastrée AS n°132, appartenant à la SCI CHIC'OUFS, conformément au plan ci-dessous. L'accord entre la commune et la SCI CHIC'OUFS prend la forme d'un échange foncier comme suit :

- La SCI CHIC'OUFS acquière une portion de la parcelle cadastrée section AS n°133 d'une superficie de 27 m², matérialisée en vert sur le plan ci-dessous, permettrait de faciliter la giration des véhicules à proximité de l'agence funéraire,
 - et cède une bande d'une largeur de 1,40 m le long de la voie publique d'une superficie de 44 m², matérialisée en jaune sur le plan ci-dessous, permettrait la continuité et la sécurisation du cheminement piéton par la commune.
- Cet échange foncier se régularisera sans soulte. Les frais de géomètre seront pris en charge par la commune et les frais de notaire seront partager à part égale entre la Ville et la SCI CHIC'OUFS (dans la limite de 1.000€ pour la SCI CHIC'OUFS).



Il est donc proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver cet échange foncier,
- D'autoriser la prise en charge par la Ville des frais lui incombant,
- D'autoriser Monsieur le Maire et ses adjoints délégués à signer tous les actes et documents devant intervenir dans le dossier.

Vote du Conseil :

Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0

RESSOURCES HUMAINES

E11-2023 Désignation du référent déontologique des élus et adhésion à la mission d'assistance et de conseil mise en place par le CDG du Doubs

Le Maire rappelle à l'Assemblée :

- L'obligation de prévoir au 1^{er} juin 2023 que chaque élu local doit être en mesure de pouvoir consulter un référent déontologique chargé de "lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés par la charte de l'élu local inscrite depuis 2015 à l'article L.111-1-1 du code général des collectivités territoriales." ;
- Que le Centre de Gestion, en lien avec l'Association des Maires du Doubs et l'Association des Maires ruraux du Doubs se mutualisent pour proposer une solution qui facilite la mise en œuvre de cette nouvelle obligation ;

Il sera donc proposé au Conseil Municipal

Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 452-30 et L. 452-40 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 1111-1-1 et R. 1111-1-A. à R. 1111-1-D. ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local ;

Vu le projet de convention d'adhésion à la mission d'assistance et de conseil mise en place par le centre de gestion du Doubs ;

Vu la liste des référents déontologues proposée par le Centre de gestion du Doubs ;

Considérant que la loi 3DS du 21 février 2022 a complété l'article L. 1111-1-1 du code général des collectivités territoriales, qui consacre les principes déontologiques applicables aux élus au sein d'une charte de l'élu local, afin de prévoir que « tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect » de ces principes ;

Considérant que ce référent doit être désigné par l'organe délibérant de chaque collectivité et établissement public local ;

Considérant que le centre de gestion propose aux collectivités et établissements publics locaux de son ressort géographique une liste de référents déontologues reconnus pour leur expérience et leurs compétences ;

Considérant que le centre de gestion propose une mission d'assistance et de conseil permettant de prendre en charge l'ensemble des démarches afin de faciliter la mise en œuvre des obligations réglementaires ;

après en avoir délibéré, de

- **DECIDER** de désigner en qualité de référents déontologues des élus, les personnes suivantes :
 - . Monsieur Stéphane BARTEAUX, magistrat administratif ;
 - . Monsieur Christian BAUZERAND ; magistrat administratif ;
 - . Madame Pascaline BOULAY, magistrat administratif ;
 - . Madame Aurore GRANERO, maître de conférences en droit public ;
 - . Monsieur Xavier MONLAÛ, magistrat administratif ;
- **PRÉCISER** que cette liste pourra évoluer, pendant toute la durée fixée pour l'exercice de leurs fonctions, conformément à celle retenue par le centre de gestion ;
- **FIXER** à six ans la durée d'exercice de leurs fonctions ;
- **FIXER** les modalités de leur saisine et de l'examen de celle-ci, les conditions dans lesquelles les avis sont rendus, les moyens matériels mis à leur disposition et les modalités de rémunération conformément à la convention jointe ;
- **ADOPTER** la charte de l'élu local telle que définie en annexe
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention correspondante et à inscrire les dépenses afférentes au budget.

Monsieur le Maire alerte les élus sur les conflits d'intérêt. Il précise qu'il convient d'être très prudent et que chaque élu concerné par un point à l'ordre du jour d'un Conseil Municipal ne doit ni assister au débat ni prendre part au vote et ne pas prendre part non plus aux réflexions préalables (commissions, municipalités, majorités...).

Vote du Conseil :

Pour : 23 Contre : 0 Abstentions : 0

INFORMATIONS

La séance est levée à 22h00.

Envoyé en préfecture le 18/07/2023

Reçu en préfecture le 18/07/2023

Publié le

Berger
Levrault

ID : 025-212500474-20230711-F01_2023-DE